

Paris, le 26 juillet 2011

Rapport DOLIGE L'accessibilité, une nouvelle fois remise en cause

Le 28 juin dernier, le Sénat a voté en seconde lecture la proposition de loi dite "Paul Blanc" dont les articles 19 et 20 instaurent des possibilités de dérogations pour le bâti neuf. La Fédération des APAJH s'est insurgée contre cette nouvelle tentative de détricotage de la loi de 2005 et a appelé le Président de la République à ne pas promulguer cette loi si elle était définitivement adoptée par la commission mixte paritaire.

Seulement trois semaines plus tard, c'est un nouveau coup de massue que les pouvoirs publics portent à l'obligation de mise en accessibilité, cette fois sur le bâti existant, en présentant aux associations de personnes en situation de handicap le rapport du Sénateur Eric Doligé relatif à "la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales".

Mardi 19 juillet, lors d'une réunion de concertation organisée à l'initiative des ministères, ce rapport, et en particulier la partie relative à l'accessibilité, a été présenté aux porte-paroles du Comité d'Entente, en présence des associations d'élus locaux (Association des Maires de France et Assemblée des Départements de France) et du Sénateur Eric Doligé.

Annoncé comme tel par le Sénateur Eric Doligé lui-même, ce rapport doit servir de base d'échanges entre les différents partenaires sur les difficultés de mise en œuvre de la loi de 2005 et de ses décrets d'application et aboutir in fine à une proposition de loi pour une promulgation dans le courant de l'année 2012.

Une concertation louable sur la forme mais qui, dès cette première discussion, fait apparaître une remise en cause de l'esprit et de la lettre de la loi de 2005 !

En effet, le rapport énumère 27 propositions de simplification en matière d'accessibilité, certaines porteuses d'un certain pragmatisme, d'autres fondamentalement contraires aux principes posés par la loi de 2005 d'une accessibilité "à tout pour tous".

Parmi les plus irrespectueuses, la proposition de modifier la définition de l'accessibilité¹, celle de considérer l'accessibilité en termes de services équivalents rendus à l'échelle d'un territoire², ou pire encore de reporter le délai de 2015 pour la mise en accessibilité du bâti existant.

Ce rapport a aussi le fâcheux défaut de réduire l'accessibilité à la seule population des personnes en situation de handicap moteur et des personnes déficientes visuelles.

La loi du 11 février 2005 est nette ; c'est de l'accessibilité globale dont il s'agit, et de rien d'autre.

La Fédération des APAJH, à deux reprises, en 2008 et 2010, en lien avec Accèsmétrie, Dexia et la Fédération Française du Bâtiment, a fait des propositions pour que l'on aille résolument vers l'accessibilité globale.

Passées les promesses de la Conférence Nationale du Handicap du 8 juin dernier, les actes s'annoncent, mais ravageurs pour la citoyenneté des personnes en situation de handicap.

La Fédération des APAJH ne peut rester silencieuse face cette nouvelle tentative de liquider la loi du 11 février 2005. L'accessibilité ne saurait être remise en cause. Elle nous concerne tous et toutes, et doit être considérée non comme une contrainte pour les collectivités territoriales, mais comme un moyen du "vivre-ensemble". C'est cela que la Fédération des APAJH défendra lors des discussions à venir.

1. C'est une approche fonctionnelle de l'accessibilité qui semble se dessiner. Ainsi, la personne en situation de handicap pourrait avoir accès à toutes les fonctions d'un bâtiment « en tolérant » qu'elle n'ait pas accès à toutes les surfaces de ce bâtiment. A l'inverse, la définition actuelle de l'accessibilité prône une accessibilité globale, visant à ce que la personne en situation de handicap puisse occuper un bâtiment exactement comme une personne valide.

2. Ainsi, si un territoire géographique dispose de trois gymnases multisports, un seul pourrait être accessible, non seulement en termes d'équipements sportifs, mais également en termes de chaîne de déplacement.